

1.2. La valeur travail et l'essence du profit capitaliste, dans la théorie de Karl Marx / L'économie capitaliste est une économie cyclique par définition / La productivité : un élément déterminant des salaires réels / Les salaires nominaux et réels / La cause du chômage dans les théories de Keynes et dans celles des auteurs néo-classiques

Après ce rapide détour dans le monde communiste à la mode soviétique, il est temps de faire retour à l'économie capitaliste.

Si, une fois cela fait, nous restons sur un mode théorique, la question qui se pose, à ce niveau, est de savoir comment intégrer la théorie marxiste de la valeur dans une économie capitaliste qui non seulement est en perpétuelle croissance, à long terme - en raison de la concurrence que les entreprises se font les unes par rapport aux autres -, mais qui connaît également des cycles durant une pareille évolution.

Avant de parler des cycles, on peut résumer la pensée de Marx, s'agissant de sa théorie de la valeur, en disant que cet auteur, après avoir étudié les mouvements des prix de marché attachés aux différents biens, a montré que ces prix-là reposent, en dernier ressort, sur la valeur, mesurée en temps de travail, contenue en chacun d'eux.

Et si l'on sait, par ailleurs, que les salaires versés aux travailleurs dépendent eux-mêmes de la valeur, exprimée en temps de travail nécessaire pour les produire, des biens qu'eux-mêmes achèteront avec leur salaire, on arrive à ce résultat, nous dit Marx, que le profit réalisé par les entreprises, sur la vente des biens qu'elles mettent, ou mettront, sur le marché, représente du travail non payé à la main d'œuvre salariée.

Et ce travailleur, ajoute Marx, ne peut faire autrement que de travailler gratuitement, afin de constituer le profit de l'entrepreneur qui l'emploie comme travailleur salarié, pour la simple et bonne raison qu'il n'a que ce salaire-là pour le faire vivre, lui et sa famille.

C'est donc cette dépendance-là, ainsi que l'absence corrélative de moyens lui permettant d'œuvrer comme indépendant, qui l'oblige à constamment aliéner gratuitement une partie de son travail à l'entreprise qui l'emploie.

Au-delà, c'est la concurrence des entreprises entre elles, et la concurrence des travailleurs salariés entre eux, pour tel poste de travail et pour le salaire chargé de le rémunérer, qui est la cause du profit capitaliste, selon la théorie marxiste ici présentée.

Dans la présente section, nous n'allons donner qu'un aperçu de la théorie de Marx, en ce domaine, vu qu'elle est plus compliquée que cela.

Et notamment parce que les valeurs travail exposées par Marx apparaissent, dans la réalité, sous les traits de prix de production qui, tout en étant des prix monétaires (car évalués dans un numéraire quelconque), sont, dans un marché concurrentiel, différents des valeurs exprimées en temps de travail (évaluées elles aussi par un numéraire), chaque fois que les entreprises utilisent, par unité d'investissement, des dotations différentes en facteur travail (qui est, ici, du travail vivant rémunéré par un salaire) et en facteur capital (lequel est lui-même du travail passé matérialisé, entre autres choses, par des machines et des équipements).

Or si les valeurs en travail contenues dans les biens fabriqués par elles, varient, effectivement, d'une entreprise à l'autre, pour les raisons indiquées ci-dessus, les prix de production associés aux mêmes biens, eux, vont s'égaliser, d'une branche d'activité à l'autre, en incluant un profit moyen qui résulte lui-même de la concurrence que les entreprises se font entre elles pour l'obtenir.

Mais cela signifie aussi que le prix de production moyen, toutes entreprises confondues, ne peut être obtenu qu'en faisant la somme de toutes les entreprises (regardées, ici, du point de vue de leurs dotations respectives en facteurs travail et capital, par unité d'investissement).

Mais là est aussi le problème sur lequel certains économistes se sont penchés, au moment d'étudier la théorie de Marx : à savoir que celui-ci partait des valeurs exprimées en temps de travail, contenu dans les différents biens, au moment de bâtir son modèle fondé sur des prix de production qui, au lieu de refléter les valeurs exprimées en temps de travail - une fois celles-ci exprimées par un numéraire - incluses en chaque bien, reflétait ces mêmes valeurs une fois les biens concernés produits par une entreprise qui, déjà du temps de Marx, produisait - en théorie, du moins, si ce n'était dans la réalité - ses propres biens, avec une dotation, en facteurs capital et travail, qui non seulement reflétait l'ensemble des entreprises de la branche, mais l'ensemble des entreprises, toutes activités confondues.

En fait, la chose n'est pas tout à fait exacte, comme on le verra plus loin.

Sauf que les critiques du modèle de Marx sont allés plus loin que la pensée de Marx, en poursuivant son raisonnement jusqu'à sa dernière extrémité.

Or à ce niveau du débat, le profit moyen par unité d'investissement ne peut être obtenu qu'en considérant toutes les entreprises sans exception, et que, dans ces conditions, le profit dégagé par l'entreprise moyenne (car oeuvrant avec une dotation en travail et en capital reflétant la moyenne sociale), correspondait très exactement, pour ce qui la concerne, avec la plus-value au sens marxiste du terme, autrement dit avec le supplément de valeur créée par le seul facteur travail.

Cela signifie donc que la théorie de la valeur travail, au sens marxiste du terme, ne s'appliquait qu'à elle seule, et ceci en vertu du fait que cette entreprise-là était l'expression de toutes les entreprises, une fois celles-ci regardées comme une seule et même entreprise.

Une fois cela posé, on demandera peut-être où le problème résidait, dans la théorie de Marx ?

Il résidait en ceci qu'à son époque, les biens, au lieu d'être vendus à leur valeur exprimée par le temps de travail, étaient vendus à des prix de marché qui, si les marchés étaient en équilibre, reflétaient les prix de production des biens concernés, plutôt que leur valeur mesurée par le temps de travail incorporée en chaque bien.

Mais alors, demandera-t-on, pourquoi Marx s'était-il donné tant de peine, avec son concept de valeur travail qui, s'il était effectivement applicable dans l'économie précapitaliste, ne l'était plus au sein d'une économie capitaliste dont le propre est de reposer sur la concurrence.

La réponse, à cette question tient à deux choses. La première chose est que Marx, qui avait lu Ricardo, partageait le point de vue de ce dernier, quand celui-ci faisait reposer le prix des biens, fondamentalement, sur les valeurs en travail contenu en eux.

Et la seconde chose, que Marx voulait démontrer, grâce à sa théorie de la valeur travail, est que le profit des entrepreneurs capitalistes était tout entier du travail non payé à l'ouvrier.

Or, pour démontrer cela, il était bien obligé de se référer à des notions comme le travail payé et le travail non payé (ici par le capitaliste au travailleur salarié) qui toutes deux font référence à une dépense de travail (sous-entendu : par des gens qui sont ici des salariés) durant un temps donné.

Nous avons donc eu tort de dire, ci-dessus, que Marx était parti de la valeur travail, pour expliquer comment, à partir des valeurs travail contenues dans les différents biens, se constituaient, dans la théorie de Marx, les prix de production.

Cette manière de présenter les choses, et qui est, effectivement, celle que Marx a adoptée dans *Le Capital*, doit être précisée dans le sens suivant : si effectivement, dans l'Histoire, les biens furent valorisés, dans l'échange, en fonction du temps de travail incorporé en eux, cette Histoire-là se référait, par exemple, au Moyen Age, et donc à une époque qui précédait le capitalisme si l'on définit celui-ci par un système reposant, techniquement parlant, sur le machinisme.

Reste à préciser que les prix de marché des différents biens, lorsque ce machinisme entrera en vigueur, reposeront sur les prix de production, plutôt que sur les valeurs exprimées en temps de travail contenu dans les biens.

Pourquoi un pareil changement ?

Réponse : pour une raison qui d'ailleurs n'a pas été soulignée, avec tout l'aplomb nécessaire, selon nous, par Marx lui-même, dans ses théories : à savoir que plus une entreprise substitue du capital au travail, pour produire tel ou tel bien, plus elle va abaisser leur coût respectif de production. Or si, dans le même temps, d'autres

entreprises ont conservé l'ancien mode de production, et si, en plus, le marché est tel que toutes les entreprises de la branche concernée verront leur production respective être demandée par ce même marché, cela signifie que l'entreprise qui travaille avec un rapport capital/travail supérieur à celui de la branche, va faire un surprofit, lequel va résulter d'un transfert de valeur de la part des autres entreprises, et notamment de la part de celles qui travaillaient (si l'on se met à l'époque de Marx) avec un rapport capital/travail inférieur à celui de la branche. Au point que ces entreprises-là ne recevront pas même, à la limite, la contre-valeur leur permettant de payer un intérêt aux épargnants qui leur ont prêté leur argent, soit comme actionnaires (auquel cas, l'intérêt s'identifie à un dividende) soit comme créanciers obligataires.

Mais ce qu'il faut retenir, ici, par-dessus tout, est la chose suivante : quand Marx faisait le procès de l'économie capitaliste, il avait, devant lui, des entreprises qui vendaient leurs biens à des prix de marché qui étaient des prix d'équilibre si les marchés concernés étaient eux-mêmes en équilibre, ce qu'ils étaient toutes les fois que, dans la théorie de Marx, les prix de marché étaient égaux aux prix de production.

Et si, sachant cela, Marx a commencé par parler de la valeur travail, au premier volume de son livre intitulé *Le Capital*, c'est pour nous dire que si ce concept-là était effectivement applicable, par exemple, au Moyen Age, comme principe premier sous-jacent aux prix de marché, un pareil concept, bien que passant au second plan, dans l'économie capitaliste - avec un premier plan représenté, désormais, par les prix de production -, ce concept-là était toujours premier au moment de comprendre en quoi consistait la substance même du profit dans l'économie capitaliste - étant précisé que ce profit-là était, pour Marx, de la plus-value, ou, ce qui revint au même, du travail non payé aux salariés, prouvant par là - précisait-il - que ceux-ci ajoutaient, durant l'acte productif, plus de valeur, aux produits fabriqués par eux, que l'équivalent de leur propre salaire.

Seulement voilà, dans la mesure où les biens, quel que soit le mode de production, entrent, dans l'échange, sous la forme de leur prix de marché ; et dans la mesure également où ces mêmes biens, une fois le procès de production devenu capitaliste, entrent dans l'échange sous la forme de prix de marché qui sont parfois très éloignés des valeurs en travail incorporées en eux (sous-entendu : une fois celles-ci valorisées par un numéraire), les économistes non marxistes ont eu beau jeu de dire que toute la théorie de Marx était, s'agissant de l'économie capitaliste, du pipeau.

De plus, le fait que Marx ait inclus les prix de production, dans son modèle, comme concept intermédiaire destiné à faire le lien entre, d'un côté, les prix de marché des différents biens, et, de l'autre, les valeurs, exprimées en temps de travail, contenues en eux (sous-entendu : une fois lesdites valeurs exprimées par un numéraire), ce fait-là a donné lieu à des débats sans fin, de la part des économistes, après la mort de Marx, débats que ce même Marx n'aurait pas même imaginés, au moment où il inclut ses fameux prix de production, au sein du IIIe volume de son livre majeur intitulé *Le Capital*.

Car c'est un fait que les ressources productives qui entrent comme composantes, dans la production des biens finaux (car destinés, ici, à la consommation) doivent être évaluées, elles aussi, à leur prix moyen de production, plutôt qu'à leur valeur exprimée en temps de travail.

Sauf qu'à ce niveau du débat, on arrive à des impossibilités pratiques (sous-entendu : dans le calcul même des prix de production), et ce pour une raison qui d'ailleurs n'a pas été soulignée par Marx lui-même : à savoir que le facteur capital étant lui-même le résultat d'un travail passé, ce travail passé a peut-être été réalisé (sous-entendu : relativement aux productions présentes), à un moment où le taux de profit (au sens, ici, marxiste du terme, car reposant sur l'exploitation du travailleur salarié par le capitaliste) était différent lui aussi (sous-entendu : relativement à ce qu'il est aujourd'hui).

Ou alors, si l'on veut éviter pareil écueil, il faut évaluer ce travail passé (matérialisé, ici, par des biens capitaux tels que des équipements ou des machines), en lui assignant, au moment de calculer le profit moyen, le taux d'exploitation actuel (i.e. celui en vigueur aujourd'hui même) du travailleur salarié par le capitaliste (étant précisé que nous restons, ici, dans le schéma de Marx).

Un économiste comme Böhm-Bawerk va d'ailleurs, à partir du même constat, bâtir un autre schéma, en disant que plus le travail a été incorporé au produit tôt dans le passé, plutôt qu'au moment présent, autrement dit plus les biens de consommation actuels ont été fabriqués avec une dotation capital/travail élevée, plus également le rendement du travail présent sera conséquent, et élevé aussi, par la même occasion, non seulement le profit de l'entreprise fabriquant de tels biens, mais l'intérêt des fonds d'épargne que l'épargnant a avancés à l'entrepreneur.

Réciproquement, ce même Böhm-Bawerk va démontrer que le temps joue ici un rôle fondamental dans la détermination du taux d'intérêt, prouvant par là que l'épargnant accorde plus de valeur au présent qu'à l'avenir, et que, dans ces conditions, il ne prêtera son argent que contre un intérêt.

A partir de là, un auteur comme Mises, va abandonner le premier postulat avancé par Böhm-Bawerk, et ne garder que son postulat de la préférence du présent relativement à l'avenir, au moment de justifier le taux d'intérêt en tant que prix de l'épargne.

Quant à Hayek, tout en s'inspirant de ses prédécesseurs Böhm-Bawerk et Mises (tous autrichiens, comme lui), mais aussi du Suédois Knut Wicksell, il va ériger tout un système destiné à démontrer que la société alloue mal ses ressources, en les gaspillant, toutes les fois que l'inflation monétaire (issue, ici, de la monnaie créée par une banque centrale) fait sortir le taux d'intérêt associé à l'épargne, de son chemin naturel, lui-même étant tracé par le profit des entreprises lorsque celles-ci évitent de gaspiller leurs propres ressources.

Mais là encore, il faudrait des livres entiers pour, à la fois, développer et discuter toutes ces questions, ce qui n'est pas le but de la présente section.

Au lieu de cela, nous allons revenir à Marx lui-même, pour souligner que lui-même procéda au raisonnement suivant, au moment d'établir le profit moyen inclus dans les prix de production des différents biens :

Si, disait-il, chaque branche d'activité œuvre, effectivement (sous-entendu : s'agissant des entreprises participant de cette branche), avec des dotations différentes, en facteur travail et en facteur capital (au sens ici de travail accumulé dans le passé), par unité d'investissement, il se trouve que la concurrence des entreprises entre elles, ou, pour mieux dire, la concurrence des capitalistes entre eux (tous propriétaires, ici, de capitaux matérialisés par une épargne) conduira, tendanciellement, à la formation du taux de profit moyen (sous-entendu : par unité d'investissement), et ce grâce au transfert des capitaux liquides (représentée ici par l'épargne aux mains des capitalistes) d'une branche d'activité à l'autre.

C'est donc, ici, la hausse et la baisse respectives, des quantités produites, par les entreprises concernées, dans les différentes branches de l'économie (suite, ici, aux transferts concernés) qui, dans la théorie de Marx, permettaient de ramener, en tendance, l'équilibre des profits, par unité d'investissement, entre les différentes branches de l'économie (lequel profit était d'emblée déséquilibré - sous-entendu : dans la théorie de Marx - en raison du fait que certaines branches d'activité travaillent avec des dotations, en facteurs travail et capital, différentes, par rapport à d'autres branches d'activité).

Mais là encore, notre manière de nous exprimer n'est pas tout à fait correcte, dans la mesure où elle mélange deux choses qui ne se mélangent pas : à savoir, d'un côté une réalité historique, et, de l'autre, l'explication de cette réalité à l'aide de tel ou tel concept.

Or, dans le cas particulier, la réalité historique était une économie capitaliste qui reposait déjà, à l'époque de Marx, sur le machinisme d'un côté et sur le salariat de l'autre, et que, sous un pareil régime, les biens vendus par les entreprises entraient dans l'échange sous la forme de prix de marché qui dépendaient eux-mêmes de la loi de l'offre et de la demande, ce qui présuppose que ces prix-là tantôt s'éloignaient, tant se rapprochaient, de leur point d'équilibre.

Il est donc tout à fait faux, dans ces conditions, de supposer que la concurrence des entreprises entre elles permettait de transformer les valeurs en travail contenues en chaque bien, en des prix de production dont la vocation était d'incorporer le profit moyen.

Au lieu de cela, cette même concurrence (une fois observée, d'ailleurs, aussi bien du côté des vendeurs que du côté des acheteurs) avait pour effet, dans la théorie de Marx, de constamment ramener les prix de marché à leur niveau d'équilibre correspondant lui-même aux prix de production (ou, ce qui revient au même, aux valeurs en travail une fois celles-ci monétarisées par un numéraire, et une fois les mêmes incorporées dans des biens produits par celles des entreprises qui

travaillaient dans les conditions moyennes de productivité, autrement dit avec une dotation, en capital et en travail, qui reflétait la moyenne sociale.

Un économiste comme Alfred Marshall va d'ailleurs inverser, ou renverser, pareil raisonnement, en disant que le référant suprême, au lieu d'être, en pareille occurrence, un prix de production autour duquel étaient censés osciller les prix de marché associés aux différents biens (sous-entendu : à cause des modifications constantes, en termes d'offres et/ou de demandes, pour les biens en question, et des déséquilibres, constants également, attachés à ces variations, en termes de marché - lui-même, marché, reposant sur une quantité très grande, aussi bien en quantité qu'en qualité, des différents biens mis à la vente, sur ce même marché, et ceci, non seulement au même instant, mais aux différents moments du temps) ; bref, cet auteur-là partait du principe que dans une économie concurrentielle, les prix de marché des différents biens, une fois fixés par les demandeurs (et donc par les acheteurs), vont, du côté de l'offre, inciter les entreprises à produire jusqu'au point où la dernière unité d'investissement rapportera, chez elles, uniquement l'intérêt des capitaux investis.

Et si, sachant cela, on positionne cette théorie-là, établie par Marshall, dans la longue période, on arrive à ce résultat que la production du secteur augmentera jusqu'au point où le profit réalisé par la dernière entreprise arrivée sur le marché (suite, ici, à l'arrivée de nouveaux capitaux liquides dans la branche concernée) rapportera uniquement l'intérêt versé à l'épargnant.

Cette entreprise-là, peut-on ajouter, doit être comparée à des entreprises infra marginales dont le profit est, par comparaison, supérieure à cette norme-là - à cause, ici, des rendements décroissants.

Quant à ces derniers, au lieu d'être perçus, ici, en remontant le cours du temps, ils le sont en suivant ce dernier, normalement, à la trace.

Ce qui revient à dire que le prix de marché qui était marginal au temps t_1 , va devenir, en raison de sa hausse, un prix qui sera, au temps t_2 , marginal pour la nouvelle entreprise qui s'est implantée sur le marché, et un prix qui sera, en ce même temps t_2 , inframarginal, s'agissant de l'entreprise qui, au temps t_1 , représentait l'entreprise marginale.

Si le lecteur comprend un tel jargon, bravo pour lui.

Mais peut-être peut-on lui faciliter sa compréhension en lui disant que la dernière entreprise arrivée sur le marché, était (sous-entendu : déjà au temps d'Alfred Marshall, puisque nous sommes avec lui en ce moment) condamnée à produire, relativement à ses concurrentes, dans des conditions de productivité qui étaient moindre par rapport à elles.

Et ceci, pas seulement parce qu'elle disposait d'un équipement ou d'une main d'œuvre qui était moins performante que celui ou celle employée par ses consoeurs, mais aussi du fait de sa localisation dans l'espace géographique.

Prenons, par exemple, l'industrie textile à l'époque du Moyen Age.

Si les premières entreprises (composées alors de tisserands) s'étaient installées, non seulement le plus près du centre ville, mais aussi le long de la rivière, avec leurs moulins à foulon, les suivantes, elles, devront se positionner plus loin du centre ville, une fois installées le long de la rivière, et plus loin encore, si elles devaient changer de rivière au motif que la première était entièrement occupée par des moulins au service des premières entreprises installées là.

En ce cas, c'est le coût du transport - si la marchandise produite par de telles entreprises, était destinée au marché de la cité - qui élevait le coût marginal (i.e. celui attaché aux dernières entreprises arrivées sur le marché), et pas seulement le coût de production du bien.

Idem, s'agissant des fonds de terre, dans la théorie de Ricardo : si cet auteur fut considéré comme le père de la théorie des rendements décroissants (en réalité ce n'est pas lui, mais un auteur dont j'ai perdu le nom - probablement qu'il s'agit de Robertus, mais je n'en suis pas sûr ; le lecteur des présentes lignes pourra d'ailleurs retrouver le nom exact de l'auteur de cette théorie, en lisant l'ouvrage magistral que Joseph Schumpeter a consacré à l'étude des doctrines économiques - ouvrage que personnellement que je considère comme le plus grand de tous les temps sur la question) ; bref Ricardo, pour établir sa loi des rendements décroissants, est parti du principe qu'un cultivateur cultive sur des terrains de moins en moins fertiles, à mesure qu'il s'éloigne des surfaces où il s'est primitivement installé).

Mais là encore, on va épargner au lecteur le développement de toutes ces questions (ce qui nécessiterait d'écrire tout un livre), et revenir à ce Karl Marx qui voulait finalement nous signifier ceci, avec tout son discours sur la valeur :

Si l'on totalisait - nous dit-il - d'un côté, toutes les valeurs, exprimées par le temps de travail contenu en chaque bien, et, de l'autre côté, tous les prix de production, afférant aux mêmes biens (lesquels prix incluaient le profit moyen, par unité d'investissement), on obtenait le même montant global.

Or, à ce niveau, c'est-à-dire une fois que l'on regarde toutes les entreprises comme une seule et même entreprise, il se trouve que dans cette entreprise-là, le profit de l'entrepreneur était, dans la théorie de Marx, du travail non payé à l'ouvrier.

Et ce profit-là, une fois rapporté à l'ensemble du capital investi par les entreprises - tous secteurs d'activité confondus - était censé - selon ce même Marx - diminuer, par unité d'investissement, sur le chemin de la croissance (elle-même, accumulation, s'accompagnant d'un rapport capital/travail en constante augmentation).

Mais cela signifie aussi qu'à l'intérieur même des investissements effectués par les entreprises, la part alloué aux travailleurs, au titre du salaire, était en constante diminution, sur le chemin de la croissance de ces mêmes entreprises, comparée à la

part allouée aux machines qu'utilisaient ces mêmes travailleurs, dans l'acte productif (part représentée, ici, par les coûts d'amortissement attachés aux machines en question, ainsi qu'aux autres biens d'équipement utilisés par les entreprises et leurs travailleurs).

On verra plus loin, en détail, au moment de discuter les thèses de l'économiste français Thomas Piketty (dont le livre écrit récemment - les présentes lignes datent du mois d'avril 2015 - et qui s'intitule *Le capital au XXI^e siècle*, est en train de faire un tabac chez les libraires) que celui-ci s'est fourvoyé au moment de comparer les thèses de Marx et de Ricardo, sur la question du rapport capital/travail, et celui, concomitant, du rapport profit/salaire.

Si en effet, le taux de profit diminuait, par unité nouvelle d'investissement, dans la théorie de Marx, cela ne signifie pas, pour autant, que le rapport profit/salaire dût diminuer dans les mêmes proportions. Puisque, au contraire, ce même rapport pouvait augmenter, sans toutefois être capable d'inverser la tendance à la baisse du taux de profit par unité d'investissement.

Ne serait-ce qu'en raison de la hausse d'un facteur capital (qui, dans la théorie de Marx n'était pas la source du profit capitaliste), relativement à un facteur travail (qui était lui, dans cette théorie-là, la source dudit profit), durant la croissance des entreprises sur le chemin de la longue période.

Or dans la théorie de Ricardo, les choses se présentaient différemment en ce sens que, pour lui, le guide suprême du taux de profit des entreprises était un rapport profit/salaire qui devait forcément baisser sur le chemin de la croissance, en raison de terrains à cultiver (sous-entendu : afin de nourrir la main d'œuvre - tous secteurs d'activité confondus) de moins en moins fertiles.

Et si, sachant cela, nous quittons le domaine (assez ardu, reconnaissons-le), de la valeur et des prix, pour appréhender le mouvement du capitalisme dans son ensemble, durant son évolution historique, nous nous apercevons que celui-ci évolue, précisément, en épousant des cycles, durant son chemin de croissance de longue période.

Et qui dit cycles dit deux auteurs qui furent tous les deux des sommités, en matière de science économique, en étant les premiers à avoir mis l'accent sur les innovations technologiques. Leur nom : Kondratiev et Schumpeter.

Or ces cycles, fondés sur les innovations technologiques, vont être accompagnés par des périodes (plus ou moins longues, selon l'importance attachée aux innovations), tour à tour, d'essor et d'expansion, puis de boom des investissements, avant de connaître un rétrécissement de ces derniers, lui-même étant accompagné de récessions et d'un chômage croissant.

A noter que Karl Marx lui-même a consacré une partie de ses études économiques (consignées dans *Le Capital*), à l'étude des cycles, non sans insister - au moment d'aborder le sujet - sur le fait que la monnaie étant, dans l'économie capitaliste (comme dans n'importe quelle autre économie), à la fois le moyen de mesurer le prix des biens, de réaliser ce prix, par la vente du bien concerné, et de conserver la valeur en soi, cela signifie - précise Marx à notre intention - qu'un producteur qui a vendu son bien et réalisé son prix, n'est pas tenu, une fois en possession de la monnaie correspondante, d'acheter un autre bien au même instant, et qu'un tel décalage contient lui-même - nous dit Marx - la possibilité d'une crise (étant entendu que les autres producteurs, eux, sont bien obligés de vendre leurs propres biens pour pouvoir continuer à produire et à donner du travail aux salariés qui travaillent pour eux, si eux-mêmes sont des patrons à la tête d'une entreprise).

On ne va pas discuter, ici, d'une manière très détaillée, la thèse inverse, et qui fut établie, elle, par un certain Jean Baptiste Say.

Relevons simplement que Say voyait les choses de la manière suivante : dans la mesure où - d'après lui - produire des biens permet de payer des revenus aux facteurs de production (sous-entendu : desdits biens), ces revenus-là vont forcément racheter les biens concernés, empêchant ainsi la réalisation d'une crise.

Et si - d'après ce même Say - une crise existait, elle devait son existence au fait suivant : si la société (regardée ici du côté des producteurs) avait produit trop de certains biens, cela signifie qu'elle n'en avait pas assez produit d'autres.

De ce point de vue, la notion même de crise générale est une chose impossible, puisque la crise résultait - dans le schéma de Say - d'un déséquilibre qui pouvait être corrigé, en produisant une quantité plus élevée, de ceux des biens qui étaient demandés par la société (regardée ici du côté des consommateurs), et une quantité moins élevée de ceux des biens qui ne l'étaient pas.

Cette thèse, qui continue d'avoir des partisans de nos jours, oublie simplement que l'économie capitaliste est également fondée sur le crédit, et qu'en cas de faillite, de la part de certaines entreprises, les créanciers vont eux-mêmes tomber en faillite s'ils n'ont pas une assise suffisante pour supporter les pertes qu'ils endurent à cette occasion ; et que parce que ces créanciers-là ont été appuyés, parfois, par d'autres créanciers, c'est toute une catégorie de gens qui va demander le remboursement de ses avances, et que pareille chose, si les débiteurs sont des entreprises (lesquelles travaillent donc, ici, avec des fonds empruntés), obligeront celles-ci à vendre à perte si les marchés sur lesquels elles opèrent sont déjà saturés.

Mais là encore, si ces entreprises-là font faillite et mettent la clé sous la porte, elles mettront en difficulté, d'une part les entreprises qui travaillaient, jusque là, pour elles, en leur fournissant leurs matières premières ou d'autres prestations, et, d'autre part, des travailleurs qui, en cessant de travailler pour elles, vont consommer moins en raison d'un revenu réduit à sa portion congrue, laquelle réduction va prêter les entreprises qui, jusque là, leur fournissait leurs biens de consommation.

De plus, si le fait de donner à entendre - comme le fit Jean Baptiste Say à son époque - que l'excès de production de certains biens avait forcément, comme contrepartie, une insuffisante production d'autres biens ; bref, si un tel présupposé ne fait pas un pli, sur un tableau noir, autrement dit dans la théorie pure, il se trouve que dans une économie capitaliste où les travailleurs se spécialiseront, avec le temps, sur le chemin de l'accumulation et de la croissance des entreprises, ces travailleurs-là ne pourront pas changer de domaine d'activité, sans devoir subir une formation adaptée à leur nouvel emploi.

Mais cela signifie aussi que produire plus de biens, si les entreprises qui les produisent travaillent déjà à leur pleine capacité, réclamera, de la part de ces mêmes entreprises, d'une part qu'elles construisent de nouvelles usines si les biens à fabriquer sont des biens industriels, et, d'autre part, qu'elles forment la main d'œuvre qui viendra travailler dans ces usines-là, si celle-ci provient des entreprises qui, dans d'autres secteurs d'activité, ont fait faillite (sous-entendu : d'après les hypothèses que nous avons adoptées ci-dessus).

Toujours est-il que tout cela prendra du temps, ce temps qui sera marqué par la crise, en raison d'un rétrécissement des activités, et ceci non seulement à cause des faillites premières, constatées plus haut, mais également à cause des faillites en cascade que les premières vont susciter (en raison, ici, principalement, du fait que nombre d'entreprises travaillaient, jusque là, avec des fonds empruntés, plutôt qu'avec leurs seuls fonds propres).

Et puisque nous avons évoqué la crise, les économistes de tendance libérale (car s'appuyant, ici, sur les seules forces du marché comme moyen d'allouer des ressources rares de manière optimale), vont prendre appui, indirectement, sur Say, entre autres sources, pour déclarer que si des chômeurs existent, leur existence s'explique par le fait qu'ils refusent d'abaisser leur taux de salaire, compte tenu des conditions en vigueur sur le marché du travail, lequel refus va se traduire par le fait que trop peu gens vont pouvoir travailler au taux de salaire exigé par la main d'œuvre dans les conditions actuelles.

Et comme celle-ci s'est syndiquée, ou syndicalisée, dans l'intervalle, les économistes de tendance libérale mettront le chômage sur le dos des syndicats des travailleurs.

A cela, un auteur comme John Maynard Keynes rétorquera que le chômage peut être involontaire ou volontaire, et ce contrairement à des économistes d'obédience néo-classique qui considèrent, quant à eux, que le chômage (si l'on excepte le chômage frictionnel) est volontaire en toutes circonstances (lequel provient, encore une fois, selon eux, d'un refus de la main d'oeuvre de travailler au taux de salaire en vigueur, compte tenu des conditions prévalant sur le marché du travail).
